



Information
financière
au 31 mars 2010



Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital social de 1 297 339 130 euros
Siège social : 189-193, boulevard Malesherbes
75017 Paris
479 973 513 R.C.S. Paris

Information financière au titre de la période close le 31 mars 2010

I. Rapport d'activitépage 2

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....page 21

I. Rapport d'activité

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite à la centaine de million la plus proche. Par conséquent, les chiffres et pourcentages peuvent être différents des chiffres et pourcentages calculés à partir des chiffres présentés, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et nombre d'agences. Il organise son activité autour des trois principales zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe. Les marchés dans un secteur différent de l'activité principale du Groupe et les activités pilotées par le Groupe, sont réunis et présentés dans la rubrique intitulée « Autres marchés & activités », telle que décrite ci-dessous, qui inclut également les frais de siège non alloués.

Au premier trimestre 2010, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2.697,6 millions d'euros, dont 1.620,7 millions d'euros dans la zone Europe (soit 60 % du chiffre d'affaires), 746,1 millions d'euros dans la zone Amérique du Nord (soit 28 % du chiffre d'affaires), 235,8 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9 % du chiffre d'affaires) et 95,0 millions d'euros pour les Autres marchés & activités (soit 3 % du chiffre d'affaires).

La zone Europe comprend la France (qui représente environ 35 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone), l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, ainsi que plusieurs autres pays d'Europe centrale et du nord (la Slovaquie, la Hongrie, la République Tchèque, la Pologne, la Russie et les pays baltes).

La zone Amérique du Nord comprend les Etats-Unis et le Canada. Les Etats-Unis représentent environ 71 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada environ 29 %.

La zone Asie-Pacifique comprend l'Australie, la Nouvelle Zélande et la Chine, ainsi que certains pays de l'Asie du sud-est (Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande). L'Australie représente environ 64 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Nouvelle-Zélande près de 12 %.

Les Autres marchés & activités incluent ACE, la division *Agencies / Consumer Electronics* acquise dans le cadre de la transaction Hagemeyer, à partir du deuxième trimestre 2008, qui représentait environ 3 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur la période. En février 2010, le Groupe a cédé Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie), une activité non stratégique héritée du groupe Hagemeyer et opérant comme négociant de produits de luxe dans les pays asiatiques. Les Autres marchés & activités incluent aussi le Chili, qui représentait moins de 1 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur l'exercice 2010 et certaines activités commerciales pilotées par le Groupe. Les frais généraux non affectés du Groupe (principalement les frais de personnel et les loyers relatifs au siège) sont également inclus dans ce segment, de même que l'élimination des opérations intervenues entre les zones géographiques.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels

reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment Autres marchés & activités.

1.1.2 | Saisonnalité

Malgré une faible saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie avec, en règle générale, environ la moitié du flux net de trésorerie disponible généré au premier semestre, le troisième trimestre étant plus faible en raison d'une augmentation du besoin en fonds de roulement résultant de ventes élevées en septembre, et le quatrième trimestre étant plus fort.

1.1.3 | Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituaient environ 15 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires ;
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4 | Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les

résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminé dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires et les effectifs ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA.

Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus. Elles font l'objet de diligences des commissaires aux comptes réalisées en application de l'article L.823-10 du Code de commerce.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA. L'EBITA n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique et généralement acceptée. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars	
	2010	2009
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	104,3	77,5
Effets de périmètre		0,6
Effets de change		3,4
Effet non récurrent lié au cuivre	(7,6)	2,9
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	5,0	4,8
EBITA Ajusté en données comparables	101,8	89,2

1.2 | Evènements importants survenus pendant l'exercice 2010

Au titre de la période close le 31 mars 2010, le Groupe a réalisé la vente de Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie), une activité non stratégique héritée du groupe Hagemeyer et opérant comme négociant de produits de luxe dans les pays asiatiques. Conformément à l'accord de cession signé avec le DKSH Holding Ltd, société privée suisse, la cession a été réalisée le 25 février 2010 pour un montant de 13,7 millions de dollars (9,9 millions d'euros). Cette transaction nette de la trésorerie cédée (5,6 millions d'euros) a généré une ressource de 2,7 millions, dont 8,3 millions d'euros ont été payés à la date de cession. Le solde, bloqué sur un compte de séquestre, est soumis à un ajustement de prix calculé à partir de la valeur nette des actifs déterminée par les deux parties à la date de la transaction.

1.3 | Comparaison des résultats aux 31 mars 2010 et 2009

1.3.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les premiers trimestres 2010 et 2009, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars		
	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	2 697,6	2 809,8	(4,0)%
Marge brute	678,2	690,8	(1,8)%
Frais administratifs et commerciaux ⁽¹⁾	(568,9)	(608,5)	(6,4)%
EBITA	109,3	82,3	32,8%
Amortissement des actifs incorporels ⁽²⁾	(5,0)	(4,8)	4,2%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	104,3	77,5	34,6%
Autres produits et charges	(15,2)	(38,6)	(60,6)%
Résultat opérationnel	89,1	38,9	-
Frais financiers	(50,7)	(37,7)	34,3%
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1,1)	0,0	-
Impôt sur les bénéfices	(8,0)	(0,4)	-
Résultat net	29,3	0,8	-
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,1%	0,0%	
⁽¹⁾ Dont amortissements	(19,0)	(20,9)	(9,0)%
⁽²⁾ Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.			

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars		
	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	2 697,6	2 860,0	(5,7)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			(5,7)%
Marge brute	669,5	706,5	(5,2)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,8%	24,7%	
Frais administratifs et commerciaux	(567,7)	(617,4)	(8,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,0)%	(21,6)%	
EBITA	101,8	89,2	14,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	3,8%	3,1%	

Chiffre d'affaires

Au premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel a reculé de 4,0 % pour s'établir à 2.697,6 millions d'euros, en repli de 5,7 % en données comparables et à nombre de jours constant. Les acquisitions, nettes de cessions, ont représenté une diminution du chiffre d'affaires de 7,4 millions d'euros, essentiellement liée à la cession de HCL Asie, tandis que l'effet des variations de taux de change était positif, à hauteur de 57,6 millions d'euros, lié à l'appréciation du dollar australien et du dollar canadien par rapport à l'euro, partiellement compensée par la dépréciation du dollar US.

Le tableau ci-dessous analyse l'évolution de la croissance du chiffre d'affaires entre les premiers trimestres 2010 et 2009 en données réelles et celle en données comparables et à nombre de jours constant :

	Croissance 2010 vs. 2009 T1
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	(5,7)%
Effet du nombre de jours	0,0%
<i>Croissance organique</i>	(a) (5,7)%
Effets de périmètre	(0,3)%
Effets de change	2,0%
<i>Total des effets périmètre et change</i>	(b) 1,8%
Croissance réelle (a) x (b) ⁽¹⁾	(4,0)%

⁽¹⁾ Croissance organique composée avec les effets de périmètre et de change

Au cours du premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires a reculé de 5,7 % en données comparables et à nombre de jours constant, 8,7% à prix du câble constant, bénéficiant de ventes moins élevées que l'année précédente avec la détérioration de l'environnement économique. L'effet de la hausse des prix des câbles à base de cuivre par rapport à l'exercice 2009 était estimé à 3,0 points de pourcentage. L'effet négatif des fermetures d'agences est estimé à 1,8 points de pourcentage dans la baisse du chiffre d'affaires du premier trimestre 2010.

Marge brute

Au cours du premier trimestre 2010, la marge brute s'est établie à 678,2 millions d'euros, soit une baisse de 1,8 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est amélioré de 10 points de base, passant de 24,7 % du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2009 à 24,8 % au cours de l'exercice 2010. Cette amélioration traduit les synergies achats complémentaires dégagées avec Hagemeyer, de même qu'un effet de mix produits favorable (baisse de la part des ventes directes dans le chiffre d'affaires du Groupe) et qu'un mix pays favorable.

Frais administratifs et commerciaux

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont été réduits de 8,0 % entre 2009 et 2010, à comparer à une baisse de 5,7 % du chiffre d'affaires. Les charges de personnel ont été réduites de 7,9 % en données comparables ajustées grâce aux mesures de réduction d'effectifs initiées en 2009 pour s'adapter à l'environnement économique. Au 31 mars 2010, les effectifs du Groupe s'élevaient à 28.099 personnes, en diminution de 10,1 % par rapport au 31 mars 2009, en données comparables. Les coûts de loyer et de maintenance ont également diminué en raison de fermetures d'agences (fermeture de 224 agences) et de renégociations réalisées en 2009. Les coûts de transport ont diminué en raison de la baisse du chiffre d'affaires. Les dépréciations de créances et le coût de l'assurance crédit ont augmenté par rapport au premier trimestre 2009, passant de 0,4 % du chiffre d'affaires à 0,5 %, notamment en Europe, en raison du déclin économique et d'une plus faible couverture par les compagnies d'assurance.

EBITA

L'EBITA s'est élevé à 109,3 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en augmentation de 32,9 % par rapport au premier trimestre 2009 en données publiées. En données comparables ajustées, l'EBITA Ajusté a augmenté de 14,1 % et la marge d'EBITA Ajusté s'est améliorée de 70 points de base, passant de 3,1 % au cours de l'exercice 2009 à 3,8 % au cours de l'exercice 2010. L'effet de la chute des ventes a été compensé par l'amélioration du taux de marge brute et les actions de réduction de coûts administratifs et commerciaux.

Autres produits et autres charges

Au cours du premier trimestre 2010, les autres produits et autres charges constituaient une charge nette de 15,2 millions d'euros, intégrant 13,7 millions d'euros de coûts de restructuration relatifs à la poursuite des plans de restructuration mis en place en 2009 en vue d'adapter la structure du groupe à la conjoncture actuelle (ces coûts résultent essentiellement d'actions visant à réduire la taille du réseau de distribution et à ajuster le niveau des effectifs en conséquence en Europe pour 8,4 millions d'euros et en Amérique du Nord pour 4,8 millions d'euros) et 5,9 millions d'euros liés à la cession de HCL Asie. Ces charges sont partiellement compensées par une indemnité de 3,4 millions d'euros à recevoir de PPR, le précédent actionnaire de Rexel, dans le cadre d'une garantie accordée à Rexel en 2005 et 0,6 millions d'euros de reprise partielle de provision suite à un litige, concernant l'ancien siège social de Hagemeyer.

Résultat financier

Au cours du premier trimestre 2010, les charges financières nettes se sont établies à 50,7 millions d'euros contre 37,7 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009, en raison de l'augmentation du coût du crédit entre ces deux périodes, suite au refinancement du Groupe en 2009.

Au cours du premier trimestre 2010, le taux effectif d'intérêt ressortait à 7,5 % contre 5,3 % en 2009 et 7,7 % au quatrième trimestre 2009.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier trimestre 2010, la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevée à une charge de 1,1 million d'euros. Cette perte concernant la société DPI (US consumer electronic distributor) est principalement liée à la saisonnalité des ventes (les ventes sont plus faibles au cours du premier trimestre que le reste de l'année).

Impôt

Le taux effectif d'impôt était de 20,9 % au 31 mars 2010 contre 34,5 % au 31 mars 2009. Le taux effectif d'impôt était plus bas en 2010 en raison de la reconnaissance d'actifs d'impôt différés en France.

Résultat net

Le résultat net s'est élevé à 29,3 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, contre 0,8 million d'euros au cours du premier trimestre 2009.

1.3.2 | Europe (60% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires		1 620,7	1 646,0	(1,5)%
Marge brute		432,1	429,6	0,6%
Frais administratifs et commerciaux		(344,9)	(367,4)	(6,1)%
EBITA		87,3	62,2	40,4%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,4%	3,8%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires		1 620,7	1 666,7	(2,8)%
	<i>Variation à nombre de jours constant</i>			(3,4)%
Marge brute		425,8	434,6	(2,0)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,3%	26,1%	
Frais administratifs et commerciaux		(343,9)	(372,0)	(7,5)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,2)%	(22,3)%	
EBITA		81,8	62,6	30,8%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,0%	3,8%	

Au cours du premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires en Europe a reculé de 1,5 % par rapport au premier trimestre 2009 et s'est ainsi établi à 1.620,7 millions d'euros. Les acquisitions nettes des cessions ont représenté une diminution de 3,2 millions d'euros, essentiellement liée à la cession du réseau de distribution en Hongrie en 2009. L'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 23,9 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation de la couronne suédoise, de la couronne norvégienne et de la livre sterling par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a reculé de 3,4 % au cours du premier trimestre 2010, bénéficiant de l'augmentation des prix des câbles à base de cuivre comparé à 2009.

En France, le chiffre d'affaires s'est établi à 567,9 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en recul de 2,3 % en données comparables et à nombre de jours constant. Malgré les conditions de marché, Rexel a pris certaines initiatives qui ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires avec le secteur public, ainsi que sur certaines familles de produits telles que l'éclairage. Le Groupe estime avoir eu une progression supérieure à celle du marché.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'est établi à 227,8 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en recul de 4,2 % en données comparables et à nombre de jours constant. L'environnement économique reste instable avec des signes positifs concernant l'habitat et les projets écologiques. Cependant, la confiance des consommateurs et des entrepreneurs continuent de diminuer. Les ventes auprès de grands acteurs diminuent tandis que celles auprès de petits entrepreneurs résistent mieux. D'un point de vue géographique, la région londonienne présente une croissance des ventes tandis que l'Ecosse reste en décroissance par rapport à l'année dernière. Le Groupe estime avoir eu une progression supérieure à celle du marché.

En Allemagne, le chiffre d'affaires s'est établi à 199,4 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, une augmentation de 16,1 % en données comparables et à nombre de jours constant, soutenue par l'augmentation du prix des câbles à base de cuivre et des ventes de panneaux solaires importantes, avant la baisse attendue des subventions mi-2010. Le marché de la construction est resté stabilisé à un niveau faible. L'amélioration des ventes se situait particulièrement dans le secteur des fournisseurs d'énergie, automobile, alimentation et autres manufacturiers. Le Groupe estime avoir eu une performance supérieure à celle du marché.

En Scandinavie, le chiffre d'affaires s'est établi à 183,9 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, soit une baisse de 7,3 % en données comparables et à nombre de jours constant. En Finlande, le chiffre d'affaires a reculé de 3,6 % en raison de la chute de l'activité avec les grandes sociétés

industrielles nationales, due à des conditions hivernales difficiles. Le Groupe estime avoir eu une performance supérieure à celle du marché. En Suède, le chiffre d'affaires s'est contracté de 8,3 %, notamment dans le secteur des services publics et celui des installateurs. Cependant cette baisse a été atténuée par les projets réalisés auprès des acteurs industriels. Le Groupe estime avoir eu une performance supérieure à celle du marché. En Norvège, le chiffre d'affaires a reculé de 8,5 %, souffrant de conditions conjoncturelles défavorables, d'une forte concurrence sur les prix et de conditions climatiques difficiles, retardant les projets du secteur public.

Au cours du premier trimestre 2010, la marge brute s'est établie à 432,1 millions d'euros, en augmentation de 0,6 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est établi à 26,3 % au cours du premier trimestre 2010, une amélioration de 20 points de base par rapport à 26,1 % du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 2009. Cette performance est le fruit d'une évolution favorable des mix pays et produits, y compris du fait des synergies réalisées avec l'intégration de Hagemeyer.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont été réduits de 7,5 % à comparer à la baisse de 2,8 % du chiffre d'affaires. Afin d'adapter sa structure de coûts au niveau actuel de la demande, des mesures spécifiques de réduction des coûts prises en 2009 ont été poursuivies en 2010 dans certains pays. Les synergies attendues de l'intégration de Hagemeyer progressent conformément aux prévisions. Les frais de personnel ont diminué de 7,4 % en données comparables ajustées. Les effectifs ont été réduits de 11,1 % en données comparables par rapport au 31 mars 2009, s'établissant à 16.801 personnes au 31 mars 2010. Les charges de loyer et de maintenance des locaux ont diminué par rapport au premier trimestre 2009, la rationalisation du réseau d'agences (fermeture de 104 agences) et des actifs immobiliers compensant les augmentations liées à l'inflation. Les coûts de transport ont diminué du fait de la baisse des ventes. Les dépréciations de créances ont augmenté par rapport au premier trimestre 2009 en raison d'une couverture moindre par l'assurance crédit liée à un environnement économique déprimé.

L'EBITA s'est établi à 87,3 millions d'euros, une augmentation de 40,4 % par rapport au premier trimestre 2009. En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 30,8%, soit une amélioration de 120 points de base du taux d'EBITA Ajusté, à 5,0 % au cours du premier trimestre 2010.

1.3.3 | Amérique du Nord (28% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires		746,1	886,0	(15,8)%
Marge brute		163,9	188,1	(12,8)%
Frais administratifs et commerciaux		(149,8)	(178,0)	(15,8)%
EBITA		14,1	10,1	40,1%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,9%	1,1%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires		746,1	872,7	(14,5)%
	<i>Variation à nombre de jours constant</i>			(13,5)%
Marge brute		161,7	188,0	(14,0)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,7%	21,5%	
Frais administratifs et commerciaux		(149,6)	(174,0)	(14,0)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(20,1)%	(19,9)%	
EBITA		12,1	14,0	(13,5)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,6%	1,6%	

Au cours du premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 746,1 millions d'euros, en retrait de 15,8 % par rapport à 2009. Ce recul inclut à hauteur de 13,3 millions d'euros l'effet de l'évolution défavorable du taux de change entre l'euro et le dollar US partiellement compensée par celle, favorable, avec le dollar canadien. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a reculé de 13,5 % au cours du premier trimestre 2010 par rapport à 2009, malgré un prix des câbles à base de cuivre plus élevé qu'en 2009.

Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires s'est établi à 526,1 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, un recul de 16,7 % en données comparables et à nombre de jours constant. L'effet des fermetures d'agences en 2009 était estimé à 3,6 points de pourcentage dans la baisse. Le marché industriel est en amélioration comparé à l'année précédente. Le marché de la construction résidentielle montre des signes d'améliorations par rapport aux trimestres précédents, grâce aux appels d'offres, principalement dans le secteur public. Malgré la conjoncture économique, Rexel a mis en œuvre des initiatives qui ont contribué à limiter la chute du chiffre d'affaires sur des projets ciblés et des secteurs tels que les économies d'énergie, le transport, les infrastructures, l'éducation et la santé. Ces actions amoindrissent la baisse du chiffre d'affaires.

Au Canada, le chiffre d'affaires s'est établi à 220,0 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en recul de 4,5 % en données comparables et à nombre de jours constant. Cette évolution traduit essentiellement la forte performance du premier trimestre 2009 en Alberta, dans les activités liées aux sables bitumineux ou projets associés. Par la suite, ces projets ont été retardés. Les marchés tertiaires et industriels s'améliorent. Les appels d'offres augmentent dans le secteur des économies d'énergie, des énergies renouvelables et les opportunités liées à la mise aux normes de l'éclairage permettant des gains de part de marché.

Au cours du premier trimestre 2010 la marge brute a atteint 163,9 millions d'euros, soit un recul de 12,8 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, le taux de marge brute était en retrait de 20 points de base par rapport à 2009, à 21,7 % du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 2010. Ce retrait s'explique notamment par une plus grande proportion de ventes directes par rapport aux ventes sur stocks, un niveau de remises moins élevé et une certaine pression sur les prix, notamment sur les prix des matières premières.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 14,0 %, à comparer à un recul du chiffre d'affaires de 14,5 %. Les frais de personnel étaient en recul de 12,4 % en données comparables ajustées en raison des réductions d'effectifs continues et des mesures de travail à temps partiel initiées en 2009. Les effectifs ont été réduits de 9,4 % par rapport au 31 mars 2009, en données comparables. Ils s'établissaient ainsi à 7.603 personnes au 31 mars 2010. Les charges de loyer bénéficient de la rationalisation du réseau d'agences (fermeture de 48 agences) et des renégociations réalisées en 2009. Les coûts de transport ont également diminué en raison de la baisse du chiffre d'affaires.

L'EBITA s'est ainsi établi à 14,1 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en augmentation de 40,1 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées l'EBITA a reculé de 13,5 %, et le taux d'EBITA est resté stable à 1,6 % du chiffre d'affaires.

1.3.4 | Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars		
	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	235,8	180,1	30,9%
Marge brute	52,4	42,3	23,9%
Frais administratifs et commerciaux	(40,3)	(33,2)	21,5%
EBITA	12,1	9,1	32,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,1%	5,1%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars		
	2010	2009	Variation en %
Chiffre d'affaires	235,8	218,8	7,8%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			7,4%
Marge brute	52,2	52,4	(0,3)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	22,2%	23,9%	
Frais administratifs et commerciaux	(40,3)	(41,4)	(2,6)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(17,1)%	(18,9)%	
EBITA	11,9	11,0	8,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,1%	5,0%	

Au cours du premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a enregistré une augmentation de 30,9 % par rapport à 2009 à 235,8 millions d'euros. En données comparables et à nombre de jours constant, cette augmentation s'est établie à 7,4 %. La contribution de Suzhou Xidian en Chine (2,0 millions d'euros), acquise début 2009, a été complétée par des effets de change favorables à hauteur de 36,7 millions d'euros, principalement due à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

En Australie, le chiffre d'affaires s'est établi à 151,6 millions d'euros, soit une augmentation de 1,0 % par rapport à 2009 en données comparables et à nombre de jours constant. Cette croissance est tirée par les activités de projets, principalement dans la région du New South Wales, tandis que la région du Queensland souffre encore du ralentissement économique.

En Nouvelle-Zélande, le chiffre d'affaires s'est établi à 29,0 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en baisse de 3,0 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009. Les ventes ont souffert toujours de la baisse des marchés de la construction résidentielle et tertiaire.

En Asie, le chiffre d'affaires s'est établi à 55,2 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en progression de 39,5 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009.

Rexel a enregistré une bonne performance dans tous les secteurs et en particulier dans les secteurs des automatismes.

Au cours du premier trimestre 2010, la marge brute a augmenté de 23,9 % à 52,4 millions d'euros. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est dégradé de 170 points de base, pour atteindre 22,2 % au cours du premier trimestre 2010. Cette diminution s'explique par la baisse de la marge brute en Australie (part plus importante des grands comptes, pression sur la marge des projets et baisse de la marge des câbles) et en Chine (poussée par les activités de gros et de projets), ainsi que par la modification de la répartition des ventes dans la zone (augmentation de la part de l'Asie où la marge brute est plus faible en raison de l'activité projets).

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 2,6 % par rapport à 2009, tandis que le chiffre d'affaires augmentait de 7,8 %. Les frais de personnel ont baissé de 6,6 % en données comparables ajustées. En données comparables, les effectifs ont été réduits de 7,3 % par rapport au 31 mars 2009 atteignant 2.599 personnes au 31 mars 2010.

L'EBITA s'est établi à 12,1 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, en augmentation de 32,6 % par rapport à 2009. En données comparables ajustées, il a augmenté de 8,6 %, passant de 5,0 % du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 2009 à 5,1 % au cours du premier trimestre 2010.

1.3.5 | Autres marchés & activités (3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars		
	2010	2009	Variation en %
(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	95,0	97,6	(2,7)%
Marge brute	29,8	30,8	(3,3)%
Frais administratifs et commerciaux	(33,9)	(29,8)	13,5%
EBITA	(4,1)	0,9	-
en % du chiffre d'affaires	(4,3)%	1,0%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars		
	2010	2009	Variation en %
(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	95,0	101,7	(6,7)%
Variation à nombre de jours constant			(6,7)%
Marge brute	29,7	31,5	(5,7)%
en % du chiffre d'affaires	31,3%	31,0%	
Frais administratifs et commerciaux	(33,9)	(29,9)	13,1%
en % du chiffre d'affaires	(35,6)%	(29,4)%	
EBITA	(4,2)	1,6	-
en % du chiffre d'affaires	(4,4)%	1,5%	

L'essentiel de l'activité du secteur « Autres marchés & activités » est constitué de l'activité *Agencies / Consumer Electronics* acquise en 2008 dans le cadre de l'acquisition de Hagemeyer.

Au cours du premier trimestre 2010, l'activité *Agencies / Consumer Electronics* (78% du segment) a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 9,4 % en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009. Le Chili (16% du segment) présentait une augmentation de son chiffre d'affaires de 3,5% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2009. La cession de HCL Asie a représenté une diminution de 6,1 millions d'euros, tandis que l'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 10,2 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

En données comparables ajustées, le déclin de l'EBITA est principalement dû au ralentissement de l'activité Agencies / Consumer Electronics et à des éléments non récurrents.

1.4 | Perspectives

Les performances de Rexel au 1er trimestre ainsi que les signes encourageants sur ses marchés, renforcent la confiance du Groupe dans l'atteinte de ses objectifs pour l'année 2010:

- une érosion des ventes limitée (« *low single-digit* ») en données comparables et à nombre de jours constant (après une baisse de 17,2% en 2009),
- une amélioration de la marge d'EBITA ajusté par rapport au niveau de 4,0% atteint en 2009,
- un flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts autour de 400 millions d'euros.

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX DU GROUPE

2.1 | Flux de trésorerie du Groupe aux 31 mars 2010 et 2009

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie de Rexel pour les premiers trimestres 2010 et 2009.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars	
	2010	2009
Flux de trésorerie d'exploitation ⁽¹⁾	75,8	78,9
Intérêts (a)	(54,1)	(35,0)
Impôts (a)	(9,0)	(15,6)
Variation du besoin en fonds de roulement	(38,7)	98,9
Flux nets des activités opérationnelles (b)	(26,0)	127,2
Flux nets des activités d'investissement	(9,2)	(15,8)
Dont immobilisations opérationnelles ⁽²⁾ (c)	(10,5)	(10,1)
Flux nets des activités de financement	(34,7)	(235,8)
Variation nette de la trésorerie	(69,9)	(124,4)
Trésorerie disponible après investissements nets		
(« Free cash flow ») :		
- avant intérêts et impôts (b) – (a) + (c)	26,6	167,7
- après intérêts et impôts (b) + (c)	(36,5)	117,1
BFR, en % du chiffre d'affaires⁽³⁾ au:		
	31 mars 2010	31 mars 2009
Données financières publiées	11,0%	11,8%
Données financières comparables	11,4%	11,7%
⁽¹⁾ Avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement.		
⁽²⁾ Nettes des cessions.		
⁽³⁾ Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.		

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles ont représenté un emploi de 26,0 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010 contre une ressource de 127,2 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009.

Flux de trésorerie d'exploitation

La faible diminution des flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement (passant de 78,9 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009 à 75,8 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010) provenait essentiellement d'un résultat opérationnel avant autres produits et autres charges et avant amortissements (EBITDA) plus élevé (augmentant de 103,2 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009 à 128,4 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010) compensé par le paiement du litige Ceteco (29,8 millions d'euros en mars 2010).

Intérêts et impôts

Au cours du premier trimestre 2010, les intérêts versés se sont élevés à 54,1 millions d'euros contre 35,0 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du coût du crédit entre ces deux périodes, suite au refinancement du Groupe en 2009.

Au cours du premier trimestre 2010, 9,0 millions d'euros ont été payés au titre de l'impôt sur les bénéfices contre 15,6 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009. La baisse est principalement liée à un remboursement de la part de l'état américain.

Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 38,7 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010, contre une ressource de 98,9 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009, bénéficiant de la baisse de l'économie au premier trimestre 2009.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, le besoin en fonds de roulement est passé de 11,7 % au 31 mars 2009 en données comparables à 11,4 % au 31 mars 2010 (excluant l'effet de la déconsolidation des créances). Au 31 mars 2010, le besoin en fonds de roulement inclus 44,0 millions d'euros d'effet positif lié à la déconsolidation de créances titrisées dans le cadre d'un programme aux Etats-Unis. Cet effet est estimé à 40 points de base.

2.1.2 | Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 9,2 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010 contre 15,8 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars	
	2010	2009
Acquisitions d'immobilisations opérationnelles ⁽¹⁾	(10,5)	(10,1)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	1,9	(5,7)
Variation nette des placements à long terme	(0,6)	-
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(9,2)	(15,8)

⁽¹⁾ Nettes des cessions.

Acquisitions et cessions d'immobilisations

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 10,5 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010 contre un emploi de 10,1 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009.

Au cours du premier trimestre 2010, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 8,9 millions d'euros, soit 0,3 % du chiffre d'affaires de la période, dont 4,4 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 2,7 millions d'euros à la rénovation des agences existantes et à l'ouverture de nouvelles agences, 0,9 million d'euros à la logistique et 0,9 million d'euros à d'autres investissements. Au cours du premier trimestre 2010, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 1,4 millions d'euros, correspondant principalement à la cession d'un immeuble au Royaume-Uni. La variation des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 3,0 million d'euros, majorant d'autant les investissements nets de la période.

Au premier trimestre 2009, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 10,2 millions d'euros, soit 0,4 % du chiffre d'affaires de la période, dont 3,8 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 4,5 millions d'euros à la rénovation des agences existantes et à l'ouverture de nouvelles agences, 1,1 million d'euros à la logistique et 0,8 million d'euros à d'autres investissements. Au premier trimestre 2009, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 1,8 million d'euros, correspondant principalement à la cession de deux agences, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. La variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations s'est élevée à 1,7 millions d'euros, majorant d'autant les investissements de la période.

Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté une ressource nette de 1,9 millions d'euros au cours du premier trimestre 2010 contre un emploi net de 5,7 millions d'euros au cours du premier trimestre 2009.

Au cours du premier trimestre 2010, les entrées de trésorerie au titre des cessions d'actifs financiers comprenaient la cession de HCL Asie pour un montant de 2,7 millions d'euros. Les compléments et

ajustements de prix sur des acquisitions antérieures se sont élevés à un montant net de 0,8 million d'euros, concernant principalement la Nouvelle-Zélande.

Au premier trimestre 2009, les sorties de trésorerie au titre des investissements financiers comprenaient principalement l'acquisition de 63,5 % des actions de Suzhou Xidian Co. Ltd. en Chine pour 41,0 millions de yuans (4,7 millions d'euros) et de titres Hagemeyer pour 0,9 million d'euros, y compris coûts d'acquisition. Les compléments et ajustements de prix sur des acquisitions antérieures se sont élevés à un montant net de 0,1 million d'euros.

2.1.3 | Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les remboursements de la dette financière, l'émission d'actions et le paiement de dividendes.

Au cours du premier trimestre 2010, les activités de financement se sont traduites par des sorties de ressources nettes pour un montant de 34,7 millions d'euros. Les sorties comprenaient :

- la diminution des programmes de cession de créances commerciales pour 121,4 millions d'euros ;
- la diminution du Contrat de Crédit Senior 2009 pour 16,2 millions d'euros ;
- les coûts de transaction relatifs aux opérations de refinancement 2009 pour 3,2 millions d'euros ;
- les paiements relatifs aux opérations de crédit-bail pour 1,1 millions d'euros ;
- des acquisitions nettes d'actions propres pour 0,6 million d'euros ;

Tandis que les ressources se composaient de:

- l'émission d'obligations senior non assorties de sûretés complémentaires pour 75,0 millions d'euros (76,7 millions d'euros incluant une prime d'émission);
- des autres variations des lignes de crédit pour 24,9 millions d'euros ;
- d'une augmentation de capital de 6,2 millions d'euros.

Au cours du premier trimestre 2009, les activités de financement se sont traduites par des sorties de ressources nettes pour un montant de 235,8 millions d'euros. Les sorties comprenaient :

- la diminution des programmes de cession de créances commerciales pour 117,7 millions d'euros ;
- le remboursement total de la tranche D du Contrat de Crédit Senior 2008 pour 86,3 millions d'euros ;
- l'augmentation des lignes de crédit pour 29,0 millions d'euros ;
- les paiements relatifs aux opérations de crédit-bail pour 2,8 millions d'euros.

2.2 | Sources de financement du Groupe

Au-delà de la trésorerie provenant de son activité et de ses capitaux propres, le Groupe se finance principalement au moyen de lignes de crédit multilatérales, d'emprunts obligataires et de cessions de créances commerciales. Au 31 mars 2010, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2.539,4 millions d'euros et s'analysait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 mars 2010			31 décembre 2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	-	662,0	662,0	-	575,0	575,0
Dette senior	-	1 138,5	1 138,5	-	1 091,2	1 091,2
Titrisation	-	961,6	961,6	-	1 056,6	1 056,6
Emprunt auprès des établissements de crédit	6,7	2,3	9,0	3,9	2,3	6,2
Concours bancaires et autres emprunts	100,5	-	100,5	83,5	-	83,5
Location financement	6,6	10,3	16,9	6,9	11,0	17,9
Intérêts courus ⁽¹⁾	15,0	-	15,0	5,7	-	5,7
Moins coûts de transaction	(17,2)	(57,3)	(74,5)	(16,5)	(58,8)	(75,3)
Total des dettes financières et intérêts courus	111,6	2 717,4	2 829,0	83,5	2 677,3	2 760,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(289,6)			(359,6)
Endettement financier net			2 539,4			2 401,2

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 15,0 million d'euros au 31 mars 2010 (1,5 million au 31 décembre 2009)

L'endettement financier net est décrit dans la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2010 du Groupe Rexel.

Le 20 janvier 2010, Rexel a émis un montant complémentaire de 75 millions d'euros, en complément de l'émission d'obligations réalisée le 21 décembre 2009 pour un montant de 575 millions d'euros. Les nouvelles obligations seront entièrement assimilables aux obligations émises le 21 décembre 2009, portant intérêt au taux de 8,25% et remboursables le 15 décembre 2016.

Elles ont été émises à 102,33% du montant principal correspondant à 76,7 millions d'euros. Les intérêts seront payés semestriellement le 15 juin et le 15 décembre, avec un premier paiement le 15 juin 2010.

Les principales caractéristiques de l'avenant au Contrat de Crédit Senior sont détaillées dans la note 19 des états financiers consolidés au 31 décembre 2009 du Groupe Rexel.

Au 31 mars 2010, la liquidité du Groupe s'élevait à 754 millions d'euros, dont 192 millions d'euros de trésorerie nette des découverts et 562 millions d'euros non tirés sur les lignes de crédits.

Le ratio d'endettement (Endettement net consolidé ajusté / EBITDA consolidé ajusté sur les 12 derniers mois) est comparé au covenant tous les 6 mois. Les nouvelles limites modifiées par l'accord signé le 21 décembre dernier sont indiquées ci-dessous :

Date	30/06/2010	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
Limite	5.15x	4.90x	4.50x	4.00x	3.75x	3.50x	3.50x	3.50x	3.50x

Au 31 mars 2010, le calcul du ratio d'endettement est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 mars 2010
Dette nette, calculée à taux de clôture	2 539,4
Dette nette, calculée à taux moyens (A)	2 446,3
EBITDA Ajusté sur les 12 derniers mois (B)	564,1
Ration d'endettement (A)/(B)	4,34

2.3 | Évènements postérieurs à la période de reporting

A la date de présentation du rapport d'activité, il n'y a pas eu d'évènement postérieur au 31 mars 2010 susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé	23
Résultat global consolidé	24
Bilan consolidé	25
Tableau des flux de trésorerie consolidé	26
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	27
Notes annexes aux états financiers consolidés	28
1. Informations générales	28
2. Principales méthodes comptables	28
3. Information sectorielle	29
4. Frais administratifs et commerciaux	31
5. Autres produits et autres charges	31
6. Charges financières nettes	33
7. Impôt sur les bénéfices	33
8. Résultats par action	34
9. Endettement financier	34
10. Risques de marché et instruments financiers	37
11. Saisonnalité	41
12. Litiges	41
13. Autres passifs éventuels	41
14. Evènements postérieurs à la période de reporting	41

Compte de résultat consolidé

		Période close le 31 mars	
		2010	2009
	(en millions d'euros)		
	Note		
Chiffre d'affaires	3	2 697,6	2 809,8
Coût des ventes		(2 019,4)	(2 119,0)
Marge brute		678,2	690,8
Frais administratifs et commerciaux	4	(573,9)	(613,3)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		104,3	77,5
Autres produits	5	5,0	2,7
Autres charges	5	(20,2)	(41,3)
Résultat opérationnel		89,1	38,9
Produits financiers		11,8	13,2
Coût de l'endettement financier		(47,4)	(37,4)
Autres charges financières		(15,1)	(13,5)
<i>Charges financières (nettes)</i>	6	(50,7)	(37,7)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		(1,1)	-
Résultat net avant impôt		37,3	1,2
Charge d'impôt sur le résultat	7	(8,0)	(0,4)
Résultat net		29,3	0,8
Dont :			
Résultat net - Part du Groupe		29,2	0,9
Résultat net - Part des minoritaires		0,1	(0,1)
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	8	0,11	0,00
Résultat dilué par action (en euros)	8	0,11	0,00

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé

	Période close le 31 mars	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Résultat net	29,3	0,8
Ecart de conversion	85,9	32,6
Perte sur couvertures de flux de trésorerie	(2,0)	(20,5)
Charge d'impôt	(0,5)	6,3
	(2,5)	(14,2)
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	83,4	18,4
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	112,7	19,2
Dont :		
Part du Groupe	112,1	19,0
Intérêts minoritaires	0,6	0,2

Bilan consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31 mars 2010	31 décembre 2009
Actif			
Goodwill		3 876,1	3 759,4
Immobilisations incorporelles		941,1	927,8
Immobilisations corporelles		258,3	261,6
Actifs financiers non courants		61,6	53,3
Titres mis en équivalence		4,8	5,9
Actifs d'impôts différés		227,7	230,0
Total des actifs non courants		5 369,6	5 238,0
Stocks		1 191,7	1 141,4
Créances clients		1 950,5	1 901,5
Créances d'impôt courant		36,1	32,0
Autres actifs		337,8	371,9
Actifs destinés à être cédés		10,1	10,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	289,6	359,6
Total des actifs courants		3 815,8	3 816,9
Total des actifs		9 185,4	9 054,9
Capitaux propres			
Capital social		1 297,3	1 291,1
Prime d'émission		1 392,2	1 392,2
Réserves		833,6	720,9
Total des capitaux propres part du groupe		3 523,1	3 404,2
Intérêts minoritaires		8,4	7,8
Total des capitaux propres		3 531,5	3 412,0
Dettes			
Dettes financières (part à long terme)	9.1	2 717,4	2 677,3
Avantages du personnel		177,4	173,8
Passifs d'impôts différés		223,7	221,7
Provisions et autres passifs non courants	12	186,3	235,4
Total des passifs non courants		3 304,8	3 308,2
Dettes financières (part à court terme)	9.1	96,6	77,8
Intérêts courus	9.1	15,0	5,7
Dettes fournisseurs		1 685,2	1 676,0
Dettes d'impôt courant		18,9	22,9
Autres dettes		533,4	552,3
Total des passifs courants		2 349,1	2 334,7
Total des passifs		5 653,9	5 642,9
Total des passifs et des capitaux propres		9 185,4	9 054,9

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

	Note	Période close le 31 mars	
		2010	2009
<i>(en millions d'euros)</i>			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		89,1	38,9
Amortissements et dépréciations d'actifs	4	24,0	25,7
Avantages au personnel		(1,8)	(2,3)
Variation des autres provisions		(39,2)	8,4
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		3,7	8,2
Intérêts payés		(54,1)	(35,0)
Impôt payé		(9,0)	(15,6)
<i>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>		12,7	28,3
Variation des stocks		(23,2)	63,0
Variation des créances clients		(2,0)	243,1
Variation des dettes fournisseurs		(27,6)	(256,2)
Variations des autres créances et autres dettes		14,1	49,0
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>		(38,7)	98,9
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		(26,0)	127,2
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(11,9)	(12,0)
Produits de cession d'immobilisations corporelles		1,4	1,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(0,8)	(5,7)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		2,7	-
Variation des placements à long terme		(0,6)	-
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(9,2)	(15,8)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation de capital		6,2	-
Augmentation de capital souscrite par les minoritaires (Rachat) / Vente d'actions propres		-	0,7
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	9.3	(0,6)	(0,6)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	9.3	82,2	(115,4)
Remboursement des dettes résultant des contrats de location-financement	9.3	(121,4)	(117,7)
		(1,1)	(2,8)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(34,7)	(235,8)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(69,9)	(124,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		359,6	807,0
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		(0,1)	9,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		289,6	692,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Juste valeur	Actions propres	Total attribuable au groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Au 1er janvier 2009	1 280,0	1 409,9	711,2	(141,8)	(24,5)	(10,5)	3 224,3	24,1	3 248,4
Ecart de conversion	-	-	-	102,6	-	-	102,6	(0,3)	102,3
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(5,2)	-	(5,2)	-	(5,2)
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-	0,6	-	0,6	-	0,6
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	102,6	(4,6)	-	98,0	(0,3)	97,7
Résultat net	-	-	80,6	-	-	-	80,6	0,4	81,0
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-	-	80,6	102,6	(4,6)	-	178,6	0,1	178,7
Augmentation de capital	10,8	(17,7)	6,9	-	-	-	0,0	-	0,0
Paiements fondés sur des actions	0,3	-	5,3	-	-	-	5,6	-	5,6
Actions propres	-	-	-	-	-	8,4	8,4	-	8,4
Transactions avec les minoritaires	-	-	(12,6)	-	-	-	(12,6)	(16,4)	(29,0)
Au 31 décembre 2009	1 291,1	1 392,2	791,4	(39,2)	(29,1)	(2,1)	3 404,3	7,8	3 412,1
Ecart de conversion	-	-	-	85,4	-	-	85,4	0,5	85,9
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(2,5)	-	(2,5)	-	(2,5)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	85,4	(2,5)	-	82,9	0,5	83,4
Résultat net	-	-	29,2	-	-	-	29,2	0,1	29,3
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-	-	29,2	85,4	(2,5)	-	112,1	0,6	112,7
Augmentation de capital ⁽¹⁾	6,2	-	-	-	-	-	6,2	-	6,2
Paiements fondés sur des actions	-	-	1,3	-	-	-	1,3	-	1,3
Actions propres	-	-	-	-	-	(0,8)	(0,8)	-	(0,8)
Au 31 mars 2010	1 297,3	1 392,2	821,9	46,2	(31,6)	(2,9)	3 523,1	8,4	3 531,5

⁽¹⁾ Exercice de 1 247 808 options à 5€.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GENERALES

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, l'industrie et les services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle Zélande et en Chine). Par ailleurs, il exerce son activité de manière plus accessoire dans la division Agenciers / Consumer Electronics (« ACE ») comprise dans les actifs Hagemeyer acquis en 2008.

Les présents états financiers intermédiaires consolidés couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2010 et ont été arrêtés par le directoire le 5 mai 2010.

2. | PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2010 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS) telles qu'approuvées par l'Union européenne applicables au 31 mars 2010. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 21 avril 2010 sous le numéro R.10-024.

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 31 mars 2010 sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2009 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1. Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010 et détaillées ci-dessous n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers résumés et la performance financière du Groupe au 31 mars 2010.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.2.1 Nouvelles normes et interprétations applicables en 2010

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2010 les nouveaux amendements, normes et interprétations suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne, cette application n'a pas eu d'effets significatifs sur les états financiers du Groupe :

- Les améliorations apportées à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », publiées en mai 2008 ;
- Les normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Comptes consolidés et individuels », publiées en janvier 2008, apportent de nombreuses modifications dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises.
- L'amendement à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – éléments éligibles à la couverture », publié en juillet 2008. Cet amendement présente la définition d'un risque unilatéral sur un élément couvert, et la définition d'inflation en tant que composante d'un élément financier désigné comme élément couvert.
- Les amendements IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires » et IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients ».
- Les amendements à IFRS 2 " Paiement fondé sur des actions " – « Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions » clarifient le traitement de telles transactions lorsque, au sein d'un groupe, l'entité qui reçoit des biens ou des services n'est pas celle qui règle la transaction.
- Les améliorations d'avril 2009 clarifient ou apportent de légères modifications à différentes normes et interprétations.

Par ailleurs, le Groupe a choisi d'appliquer par anticipation les interprétations suivantes approuvées par l'Union Européenne. Leur application n'a donc pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Group en 2010 :

- Interprétation IFRIC 12 – Accords de concession de service
- IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net à l'étranger

2.2.2 Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouveaux amendements et interprétations suivants approuvés par l'Union européenne :

- L'amendement à la norme IAS32 « Instruments financiers – Présentation » - Classement des émissions de droits apporte des précisions sur la manière de comptabiliser certains droits (droits, options ou bons de souscriptions) lorsque les instruments émis sont libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Si ces instruments sont émis en proportion aux actionnaires existants de l'émetteur contre un montant fixé de trésorerie, ils sont des capitaux propres même si leur prix d'exercice est libellé dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Cet amendement applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} février 2010 n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

3. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités, telles que celles exercées par les holdings et celles pilotées par le Groupe, sont présentées de façon indépendante. Le *reporting* financier du Groupe est régulièrement revu par le Directoire agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Sur ces bases, les secteurs opérationnels sont l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique, qui présentent les activités du Groupe dans la distribution de matériel électrique. Les autres secteurs géographiques sont agrégés. Ils comprennent la distribution de matériel électrique effectuée au Chili et les autres activités, telles que celles exercées par la division ACE et celles pilotées directement par le siège du Groupe.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 31 mars 2010 et 2009

2010 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opérationnels		Holdings	Total consolidé
Période close le 31 mars								
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 620,7	746,1	235,8	95,0	2 697,6	-	-	2 697,6
EBITA ⁽¹⁾	87,3	14,1	12,0	0,4	113,8	(4,5)	-	109,3
Besoin en fonds de roulement	759,6	347,0	116,8	58,5	1 281,9	(5,4)	-	1 276,5
Goodwill.....	2 623,8	1 010,5	233,3	8,5	3 876,1	-	-	3 876,1
2009 (en millions d'euros)					Total des secteurs opérationnels			Total consolidé
Période close le 31 mars								
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 646,0	886,0	180,1	97,7	2 809,8	-	-	2 809,8
EBITA ⁽¹⁾	62,2	10,1	9,1	3,2	84,6	(2,3)	-	82,3
Période close le 31 décembre								
Besoin en fonds de roulement	730,8	320,2	101,5	58,0	1 210,5	(11,2)	-	1 199,3
Goodwill.....	2 602,0	931,1	217,9	8,4	3 759,4	-	-	3 759,4

⁽¹⁾ L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant autres produits & autres charges et amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Période close le 31 mars	
	2010	2009
EBITA - Total Groupe	109,3	82,3
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(5,0)	(4,8)
Autres produits et autres charges	(15,2)	(38,6)
Charges financières (nettes)	(50,7)	(37,7)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1,1)	-
Résultat net avant impôt du Groupe	37,3	1,2

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	31 mars	31 décembre
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Besoin en fonds de roulement	1 276,5	1 199,3
Goodwill	3 876,1	3 759,4
Total des actifs et passifs alloués	5 152,6	4 958,7
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 197,3	2 214,3
Actif immobilisé	1 265,8	1 248,6
Actifs d'impôts différés	227,7	230,0
Créance d'impôt courant	36,1	32,0
Actifs destinés à être cédés	10,1	10,5
Instruments dérivés	6,2	1,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	289,6	359,6
Total des actifs du Groupe	9 185,4	9 054,9

4. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

	Période close le 31 mars	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Charges de personnel	332,7	354,7
Charges d'occupation des locaux	67,3	73,9
Autres charges externes	135,8	146,7
Amortissements	19,0	20,9
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	5,0	4,8
Créances irrécouvrables	14,1	12,3
Total frais administratifs et commerciaux	573,9	613,3

5. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

	Période close le 31 mars	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Plus-values de cession	0,3	1,6
Reprise de provisions non utilisées	1,1	0,7
Autres produits opérationnels	3,6	0,4
Total autres produits	5,0	2,7
Coûts de restructuration	(13,7)	(30,4)
Moins-values sur actifs immobilisés	(6,1)	(7,1)
Coûts liés aux opérations concomitantes à l'introduc- tion en bourse	-	(2,5)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des actifs immobilisés	-	(0,2)
Autres dépenses	(0,4)	(1,1)
Total autres charges	(20,2)	(41,3)

5.1 | Autres produits

Plus-values de cession

Au titre de la période close le 31 mars 2010, les plus-values de cession ne sont pas significatives, et en 2009, elles étaient principalement relatives à la cession de deux agences, aux Etats-Unis, pour un montant de 1,3 million d'euros et au Royaume-Uni pour un montant de 0,1 million d'euros.

Autres produits opérationnels

Au titre de la période close le 31 mars 2010, les autres produits opérationnels comprennent une indemnité à recevoir de PPR, le précédent détenteur de Rexel, d'un montant de 3,4 millions d'euros dans le cadre d'une garantie accordée à Rexel en 2005.

5.2 | Autres charges

Coûts de restructuration

Au titre de la période close le 31 mars 2010, les coûts de restructuration sont principalement relatifs à la poursuite des plans de restructuration mis en place en 2009 en vue d'adapter la structure du groupe à la conjoncture actuelle. Ces coûts résultent essentiellement d'actions visant à réduire la taille du réseau de distribution et à ajuster le niveau des effectifs en conséquence en Europe pour 8,4 millions d'euros et en Amérique du Nord pour 4,8 millions d'euros.

En 2009, ces charges s'élevaient à 30,4 millions d'euros et comprenaient principalement des coûts de restructuration et d'intégration liés à l'acquisition de Hagemeyer, ainsi qu'au ralentissement de l'activité. Ces coûts concernaient principalement (i) l'Espagne pour un montant de 16,5 millions d'euros, (ii) les Etats-Unis pour un montant de 4,4 millions d'euros, (iii) l'Allemagne pour un montant de 2,4 millions d'euros et (iv) d'autres pays européens pour un montant de 4,0 millions d'euros.

Moins-values sur actifs immobilisés

Au titre de la période close le 31 mars 2010, les moins-values de cession se rapportent pour 5,9 millions d'euros à la vente de Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie), une activité non stratégique héritée du groupe Hagemeyer et opérant comme négociant de produits de luxe dans les pays asiatiques. Conformément à l'accord de cession signé avec le DKSH Holding Ltd, société privée suisse, la cession a été réalisée le 25 février 2010 pour un montant de 13,7 millions de dollars (9,9 millions d'euros) dont 11,6 millions de dollars ont été payés à la date de cession. Le solde, bloqué sur un compte sous séquestre, est soumis à un ajustement de prix calculé à partir de la valeur nette des actifs déterminée par les deux parties à la date de la transaction.

En 2009, les moins-values de cession comprenaient un montant de 4,4 millions d'euros relatif à la dépréciation de certaines activités en Hongrie cédées en avril 2009 et un montant de 2,3 millions d'euros relatif à la dépréciation de licences informatiques en France.

Coûts liés aux opérations concomitantes à l'introduction en bourse

En 2009, les coûts liés aux opérations concomitantes à l'introduction en bourse de Rexel en 2007 concernaient les plans d'attribution d'actions gratuites pour 2,5 millions d'euros. Cette charge, sans effet sur la trésorerie, avait été déterminée conformément à la norme IFRS 2 – « Paiements fondés sur des actions ».

6. | CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes comprennent les éléments suivants :

	Période close le 31 mars	
	2010	2009
(en millions d'euros)		
Rendement attendu des actifs de couverture des avantages du personnel	11,2	10,0
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.....	0,1	0,4
Produits d'intérêts sur les créances et prêts.....	0,5	0,9
Variation de juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	1,9
Total des produits financiers	11,8	13,2
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(37,9)	(33,9)
- Dette senior.....	(14,2)	(19,5)
- Emprunts obligataires	(13,0)	(0,1)
- Titrisation	(4,8)	(6,7)
- Autres sources de financement	(1,4)	(3,5)
- Location-financement	(0,4)	(0,5)
- Amortissements des coûts de transaction	(4,1)	(3,6)
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en capitaux propres.....	(9,5)	(0,5)
Variation de juste valeur des dérivés de change par le résultat....	9,8	(0,3)
Inefficacité des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	(0,3)	-
Gain (perte) de change sur la dette financière	(9,5)	(2,7)
Coût de l'endettement financier	(47,4)	(37,4)
Charge d'actualisation sur engagements au titre des avantages du personnel	(13,6)	(12,8)
Charges financières diverses	(1,5)	(0,7)
Autres charges financières	(15,1)	(13,5)
Charges financières nettes	(50,7)	(37,7)

7. | IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.

Le taux effectif d'impôt s'établit à 20,9% au 31 mars 2010, comparé à 34,5% au 31 mars 2009. En 2010, le taux effectif moyen estimé comprend l'effet de la reconnaissance de pertes fiscales antérieures et reportables en France. Comme précisé dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2009, le Groupe a opté pour considérer la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) comme un impôt sur le résultat conformément à la norme IAS12. La charge correspondante est donc présentée en 2010 sur la ligne charge d'impôt sur le résultat.

8. | RESULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 31 mars	
	2010	2009
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (<i>en millions d'euros</i>)	29,2	0,8
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (<i>en milliers</i>)	261 206	254 734
Résultat net par action (en euros)	0,11	0,00
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (<i>en millions d'euros</i>)	29,2	0,8
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (<i>en milliers</i>)	261 206	254 734
Actions potentielles dilutives (<i>en milliers</i>)	1 323	5 408
- dont options de souscription d'actions (<i>en milliers</i>)	301	-
- dont actions gratuites (<i>en milliers</i>)	1 022	5 408
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (<i>en milliers</i>)	262 529	260 142
Résultat net dilué par action (en euros)	0,11	0,00

⁽¹⁾ Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions gratuites dont l'attribution est soumise à des conditions de performance.

9. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 31 mars 2010. L'endettement financier inclut les dettes portant intérêt, emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

9.1 | Endettement financier net

	31 mars 2010			31 décembre 2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
(<i>en millions d'euros</i>)						
Obligations Senior	-	662,0	662,0	-	575,0	575,0
Lignes de Crédit Senior	-	1 138,5	1 138,5	-	1 091,2	1 091,2
Titrisation	-	961,6	961,6	-	1 056,6	1 056,6
Emprunts auprès des établissements de crédit	6,7	2,3	9,0	3,9	2,3	6,2
Concours bancaires et autres emprunts	100,5	-	100,5	83,5	-	83,5
Location financement	6,6	10,3	16,9	6,9	11,0	17,9
Intérêts courus ⁽¹⁾	15,0	-	15,0	5,7	-	5,7
Moins coûts de transaction	(17,2)	(57,3)	(74,5)	(16,5)	(58,8)	(75,3)
Autres dettes financières et intérêts courus	111,6	2 717,4	2 829,0	83,5	2 677,3	2 760,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(289,6)			(359,6)
Endettement financier net			2 539,4			2 401,2

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 15,0 million d'euros au 31 mars 2010 (1,5 million au 31 décem

9.1.1 Contrat de Crédit Senior

Les lignes de crédit et leur utilisation au titre du Contrat de Crédit Senior au 31 mars 2010 sont détaillées ci-dessous :

Lignes de crédit (Term Loan)	Montant autorisé <i>(en millions d'euros)</i>	Souscripteurs	Solde dû au 31 mars 2010 <i>(en millions de devises)</i>	Devise	Solde dû au 31 mars 2010 <i>(en millions d'euros)</i>
Tranche A	600,0	Rexel SA	198,0	CHF	138,7
			637,7	USD	473,1
			1 000,0	SEK	102,9
Tranche B	1 100,0	Rexel SA	201,0	CAD	146,9
			164,3	USD	121,9
			155,0	EUR	155,0
TOTAL	1 700,0				1 138,5

Ces lignes de crédit multidevises portent intérêt aux taux EURIBOR ou LIBOR, en fonction de la devise dans laquelle les fonds sont mis à disposition, majorés d'une marge qui varie en fonction du ratio d'endettement. Au 31 mars 2010, les marges applicables pour les Tranches A et B étaient de respectivement 3,00% et 3,25%.

9.1.2 Programmes de titrisation

Le Groupe Rexel a plusieurs programmes de cession de créances commerciales, permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Au titre de ces programmes, le Groupe continue d'assumer une part significative du retard de paiement et du risque crédit. Par conséquent, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan dans le poste « Créances clients », alors que les financements reçus sont traités comme des dettes financières, conformément à la norme IAS39.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles quant à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement aux rapports entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 31 mars 2010, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales étaient satisfaites.

Les principales caractéristiques de ces programmes de titrisation sont résumées dans le tableau dessous :

Programme	<i>(en millions de devises)</i>		Sommes tirées au 31 mars 2010	<i>(en millions d'euros)</i>		Échéance
	Encours maximum autorisé	Montant des créances nanties au 31 mars 2010		au 31 mars 2010	Solde dû au 31 décembre 2009	
Europe - Australie 2005	600,0 EUR	539,1 EUR	413,5 EUR	413,5	478,6	20/11/2012
Etats-Unis	250,0 USD	310,8 USD	208,7 USD	154,8	155,8	23/12/2014
Canada ⁽¹⁾	175,0 CAD	175,8 CAD	139,6 CAD	102,0	107,1	13/12/2012
Europe 2008	450,0 EUR	369,0 EUR	291,3 EUR	291,3	315,1	17/12/2013
TOTAL				961,6	1 056,6	

(1) : l'encours maximum autorisé a été réduit à 140 MCAD en Avril 2010

Au 31 mars 2010, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation est de 1 363,4 millions d'euros et est utilisé à hauteur de 961,6 millions d'euros.

Par ailleurs, Rexel a également conclu un programme de titrisation hors-bilan dédié aux filiales américaines du Groupe. Ce programme prévoit le transfert à l'acquéreur de tous les risques et obligations attachés aux créances cédées, et celles-ci sont par conséquent décomptabilisées.

Au titre de ce programme, l'encours financier maximum autorisé s'élève à 220 millions de dollars. Au 31 mars 2010, les créances ont été décomptabilisées pour un montant de 44,0 millions d'euros (59,3 millions de dollars) et la perte consécutive a été enregistrée en charges financières pour un montant de 0,9 million d'euro.

9.2 | Echéances de remboursement

L'échéancier contractuel de la dette financière, incluant les coûts de transaction est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2010	2009
Echéances :		
Un an	111,7	83,4
Deux ans ⁽¹⁾	(21,5)	(20,8)
Trois ans	539,3	571,6
Quatre ans	279,4	300,1
Cinq ans	1 254,4	1 246,8
Au delà.....	665,7	579,7
Total dette financière	2 829,0	2 760,8

(1) : montant négatif dû à l'amortissement des coûts de transaction.

9.3 | Variation de l'endettement net

Au 31 mars 2010 et 2009, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	2010	2009
<i>(en millions d'euros)</i>		
Au 1^{er} janvier	2 401,2	2 932,0
Remboursement du Contrat de Crédit Senior 2008.....	-	(86,3)
Coûts de transaction du Contrat de Crédit Senior 2008	-	(0,6)
Tirages des Obligations Senior.....	76,7	-
Variations nettes des Term loan	(16,2)	-
Coûts de transaction lié au refinancement en 2009	(3,2)	-
Variations nettes des autres emprunts et concours bancaires	24,9	(28,5)
Variation nette des lignes de crédit.....	82,2	(115,4)
Variation nette de la titrisation	(121,4)	(117,7)
Règlement des dettes de location financement.....	(1,2)	(2,8)
Variation nette des dettes financières	(40,4)	(235,9)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	64,3	124,4
Ecart de conversion	92,8	57,8
Effet des variations de périmètre.....	5,6	4,7
Amortissements des coûts de transaction.....	4,1	3,6
Autres variations	11,8	0,4
Au 31 mars	2 539,4	2 887,0

Le 20 janvier 2010, Rexel a émis un montant de 75 millions d'euros, en complément de l'émission d'obligations réalisée le 21 décembre 2009 pour un montant de 575 millions d'euros. Les nouvelles obligations sont entièrement assimilables aux obligations émises le 21 décembre 2009, portant intérêt au taux de 8,25% et remboursables le 15 décembre 2016. Elles ont été émises à 102,33% du montant principal correspondant à 76,7 millions d'euros. Les intérêts seront payés semestriellement le 15 juin et le 15 décembre, avec un premier paiement le 15 juin 2010.

10. | RISQUES DE MARCHE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

10.1 | Couverture du risque de taux

Afin de couvrir son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, la stratégie de couverture mise en place par le Groupe vise à maintenir à horizon de un an, environ 80% de l'endettement net à taux fixe ou plafonné et le solde à taux variable.

Le Groupe suit mensuellement le risque de taux lors de comités de trésorerie, auxquels participe la direction, permettant d'apprécier le niveau des couvertures mises en place et leur adaptation au sous-jacent. La ventilation de la dette financière entre taux fixes et taux variables, avant et après couverture, est la suivante :

(en millions d'euros)

	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2010	2009
Emprunt obligataire et autres dettes à taux fixe.....	663,6	585,5
<i>Taux fixe avant couverture</i>	663,6	585,5
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	1 190,8	1 047,8
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	(650,0)	(225,0)
Options de taux d'intérêt actives - <i>Collars</i>	716,2	1 057,6
Sous total taux fixe ou plafonné après couverture	1 920,6	2 465,9
Dettes à taux variable avant couverture	2 165,4	2 175,3
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	(1 190,8)	(1 047,8)
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	650,0	225,0
Options de taux d'intérêt actives - <i>Collars</i> ⁽¹⁾	(716,2)	(1 057,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	(289,6)	(359,6)
Sous total dette nette à taux variable après couverture	618,8	(64,7)
Options de taux d'intérêt non actives - <i>Collars</i>	-	-
Sous total dette nette à taux variable	618,8	(64,7)
Endettement financier net et intérêts courus	2 539,4	2 401,2

⁽¹⁾ Options de taux d'intérêt pour lesquelles un des prix d'exercice (*cap* ou *floor*) est dans la monnaie.

Dérivés de couverture de juste valeur

Le 26 février 2010, le Groupe a défini une nouvelle stratégie de couverture pour couvrir la variation de juste valeur des obligations Senior d'un montant de 650 millions d'euros émises à un taux fixe de 8,25%. Cette stratégie consiste à couvrir l'évolution des *taux à terme* et se compose de *swaps* payeurs de taux variable à échéance décembre 2016 pour un montant notionnel de 650 millions d'euros et de trois *swaps* payeurs de taux fixe pour un montant total de 350 millions d'euros et à échéances comprises entre mars 2011 et mars 2013.

Au 31 mars 2010, le portefeuille associé à ces dérivés qualifiés de couverture de juste valeur est le suivant :

	Total nominal	Date d'échéance	Taux moyen pondéré fixe payé (reçu)	Taux variable payé (reçu)	Juste valeur (en millions d'euros)
Swaps payeur de taux variable					
Euro	650,0	Decembre 2016	(2,88%)	3M Euribor	10,4
Swaps payeur de taux fixe					
Euro	(100,0)	Mars 2011	2,67%	(3M Euribor)	(1,7)
Euro	(150,0)	Mars 2012	2,19%	(3M Euribor)	(2,9)
Euro	(100,0)	Mars 2013	2,29%	(3M Euribor)	(2,2)
Total					3,6

Les gains ou pertes sur l'élément couvert attribuable au risque couvert viennent en ajustement de l'élément couvert et sont reconnus au compte de résultat en coût de l'endettement financier. Les variations de juste valeur des dérivés destinés à couvrir les variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat financier de manière symétrique. Les variations de juste valeur des *swaps* de taux au 31 mars 2010 ont représenté un gain de 8,5 millions d'euros qui a compensé la perte de 8,8 millions d'euros résultant de la variation de juste valeur des obligations senior.

Dérivés de couverture de flux de trésorerie

Dans le cadre de la politique définie ci-dessus, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe.

Le Groupe a l'intention de renouveler une part significative de ces *swaps* lorsque ceux-ci arriveront à échéance, de façon à se couvrir contre la variabilité des intérêts futurs associés à son endettement à taux variable, conformément à la stratégie décrite ci-dessus. Les couvertures sont allouées par devise en fonction des anticipations du Groupe sur l'évolution des taux d'intérêts liés à ces devises. Ces instruments sont classés en instruments de couverture de flux de trésorerie et sont évalués à la juste valeur.

Au 31 mars 2010, les instruments dérivés classés en couverture de flux de trésorerie sont les suivants :

	Total nominal en devise <i>(en millions de devises)</i>	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Swaps payeur de taux fixe					
Franc Suisse	50,0	Mars 2011	3M Libor	0,35%	-
Franc Suisse	40,0	Mars 2013	3M Libor	0,94%	-
Dollar canadien	70,0	Mars 2013	3M Libor	2,72%	(0,5)
Couronne suédoise	500,0	Septembre 2012	3M Stibor	2,59%	(1,0)
Dollar US	200,0	Septembre 2011	3M Libor	3,35%	(5,6)
Dollar US	230,0	Décembre 2011	3M Libor	3,50%	(7,4)
Dollar US	200,0	Septembre 2012	3M Libor	3,18%	(6,3)
Dollar US	280,0	Mars 2013	3M Libor	2,82%	(6,5)
Livre Sterling ⁽¹⁾	25,0	Mars 2012	3M Libor	1,97%	-
Total					(27,4)

(1) date de départ : mars 2011

	Total nominal en devises <i>(en millions de devises)</i>	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Collars					
Euro ⁽¹⁾	550,0	Mars 2011	3M Euribor	2,65%-4,50%	(9,7)
Livre Sterling	66,0	Mars 2011	3M Libor	3,75%-5,75%	(2,1)
Dollar Canadien	126,0	Mars 2011	3M C-Dor	2,75%-5,00%	(1,5)
Total					(13,3)

(1) : le montant initial de 900 millions d'euros a été réduit à 550 millions d'euros le 26 février 2010, et simultanément, Rexel a souscrit 3 *swaps* payeurs de taux fixe pour un montant notionnel de 350 millions d'euros (voir dérivés de couverture de juste valeur).

Au 31 mars 2010, le montant nominal total des *swaps* de couverture de flux de trésorerie s'élevait à 869 millions d'euros et à 716 millions d'euros pour les options de couverture de flux de trésorerie.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie pour la période close le 31 mars 2010, ont été comptabilisées en réduction des capitaux propres pour un montant de 1,4 millions d'euros (avant impôt).

Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

Une augmentation du taux d'intérêt de 1%, sur la dette nette à taux variable, excluant les options de taux d'intérêt non actives, aurait pour conséquence une hausse de la charge annuelle d'intérêt d'un montant d'environ 5,4 millions d'euros au 31 mars 2010.

10.2 | Couverture du risque de change

Contrats à terme

L'exposition au risque de change du Groupe résulte du recours à des financements externes en devises ou de financements octroyés aux filiales étrangères dans leur devise locale ou reçus d'elles. Afin de neutraliser l'exposition au risque de change, les positions en devises autres que l'euro sont couvertes au moyen de contrats à terme d'une durée généralement comprise entre un et trois mois. Les couvertures sont renouvelées tant que l'exposition demeure.

Options de change

Par ailleurs, les états financiers étant présentés en euro, le Groupe convertit en euro les charges et les produits libellés en devises étrangères en appliquant un taux de change moyen sur la période. Par conséquent, le Groupe a souscrit plusieurs options de change pour couvrir partiellement l'exposition au risque de conversion de ses opérations étrangères. Ces instruments sont qualifiés d'instruments détenus à des fins de transactions selon la norme IAS39.

	Total nominal en devises <i>(en millions de devises)</i>	Date d'échéance	Prime payée <i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Options de vente				
Dollar Canadien	36,0	Janvier 2011	(0,6)	-
Dollar Australien	46,0	Janvier 2012	(0,9)	0,2
Franc Suisse.....	17,0	Janvier 2013	(0,1)	-
Yen	3 600,0	Février 2011	(1,8)	1,8
Total			(3,4)	2,0

La valeur notionnelle et la juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change au 31 mars 2010 se sont élevées respectivement à 41 millions d'euros (dont 278 millions d'euros de ventes à terme et 237 millions d'euros d'achats à terme) et (2,3) millions d'euros. La variation de la juste valeur des dérivés de change s'est élevée à 8,4 millions d'euros au 31 mars 2010 et est comptabilisée dans les charges financières nettes pour un montant de 9,1 millions d'euros (voir note 6) et dans la réserve de couverture de flux de trésorerie figurant en capitaux propres pour un montant de 0,6 million d'euros avant impôt.

Endettement financier net par devise de remboursement

Le montant de l'endettement financier net par devise de remboursement s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	euro	dollar us	dollar canadien	dollar australien	couronne norvégienne	couronne suédoise	livre sterling	autres devises	Total
Dettes financières	1 344,2	779,4	254,3	65,7	6,0	103,6	124,8	151,0	2 829,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(121,4)	(80,5)	(5,7)	(22,3)	(13,4)	(8,3)	(18,4)	(19,6)	(289,6)
Position nette avant couverture	1 222,8	698,9	248,6	43,4	(7,4)	95,3	106,4	131,4	2 539,4
Effet des couvertures.....	(78,3)	(36,1)	17,7	24,4	(24,0)	70,0	(75,3)	101,6	-
Position nette après couverture	1 144,5	662,8	266,3	67,8	(31,4)	165,3	31,1	233,0	2 539,4
Impact d'une augmentation de 5% des taux de change.....	-	33,1	13,3	3,4	(1,6)	8,3	1,6	11,7	69,7

11. | SAISONNALITE

Malgré un faible degré de saisonnalité des ventes du Groupe, celle observée sur les flux de trésorerie est plus marquée en raison des variations de besoins en fonds de roulement. Environ la moitié des flux de trésorerie provenant de l'exploitation après dépenses d'investissement est générée au cours du premier semestre, le 3^{ème} trimestre accuse une baisse des flux de trésorerie due à l'augmentation du besoin en fonds de roulement générée par la hausse du chiffre d'affaires du mois de septembre et le 4^{ème} trimestre bénéficie de flux de trésorerie élevés.

12. | LITIGES

Transaction relative à la faillite de Ceteco

Le 8 février 2010, Hagemeyer N.V., les membres du directoire de Ceteco, les auditeurs de Ceteco et l'un de ses assureurs ont conclu une transaction visant à éteindre tous les litiges et procédures en cours au titre de la faillite de Ceteco. Le 1^{er} mars 2010, conformément à cette transaction, Hagemeyer N.V. a payé un montant de 29,8 millions d'euros déduction faite des remboursements reçus de Sonepar (conformément à l'accord du 23 octobre 2007 prévoyant certaines dispositions quant à la répartition des dommages résultant de la résolution de certains litiges en cours) et d'autres parties. Ce montant avait été provisionné au 31 décembre 2009.

Pour la période close le 31 mars 2010, il n'y a pas eu d'évolution concernant les autres litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2009 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

13. | AUTRES PASSIFS EVENTUELS

Garanties données dans le cadre de la cession de HCL Asia

Conformément à l'accord de cession de HCL Asie (voir note 5.2), le Groupe a octroyé à l'acquéreur une garantie en couverture des passifs éventuels pour un montant limité à 2,5 millions de dollars américains à l'exclusion des litiges fiscaux ou sociaux, et à 7,0 millions de dollars américains en incluant les litiges fiscaux ou sociaux. Les garanties expirent en septembre 2011 à l'exception des litiges de nature fiscale pour lesquels la date de prescription dépendant des juridictions locales s'applique.

14. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 mars 2010 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.